

RAPPORT N° 2025/3-13
au bureau de la Communauté
en séance du jeudi 26 juin 2025

OBJET

PLAN DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LA REALISATION DES TRAVAUX D'EXTENSION DES RESEAUX D'EAUX USEES DU CHEMIN MONT ROSE – COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR

La présente opération vise à étendre le réseau d'assainissement collectif des eaux usées du chemin Mont Rose, situé dans le quartier de Deux Rives sur la commune de Sainte Suzanne avec la perspective du développement de l'habitat et de l'urbanisation de ce secteur.

La poche d'habitations concernée regroupe environ 13 maisons individuelles ainsi que des entreprises.

Les travaux à réaliser comprennent principalement :

- Démolitions et découpes de la chaussée et trottoirs
- Sondages de reconnaissance et détections de réseaux
- Terrassements en tranchées et pose de collecteurs en pvc et fonte
- Mise en place de grillages avertisseurs
- Fournitures et poses de regards sur le collecteur principal
- Fournitures et poses de regards de branchement
- Remblayages et revêtements de la chaussée.

L'enveloppe affectée à l'opération d'assainissement s'élève à **188 097.50 € HT.**

Puisque cette opération est éligible aux aides financières allouées aux collectivités par l'Office de l'eau de la Réunion (OLE – 40% des dépenses éligibles), la CINOR souhaite solliciter auprès de cet organisme une subvention selon le plan de financement ci-dessous :

	Participation Office de l'eau		CINOR
Montant prévisionnel de l'opération € HT	Dépense éligible € HT	Subvention (40% de la dépense éligible) €	Participation
188 097,50 €	157 000,00 €	62 800,00 €	125 297,50 €
100%		40,00%	60,00%

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le plan de financement précédent pour les travaux d'extension des réseaux d'eaux usées du chemin Mont Rose, commune de Sainte Suzanne.
- autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de l'office de l'Eau de la Réunion, d'une subvention d'un montant de **62 800,00 €** sur la base du montage financier précédent,
- approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement, **125 297,50 € H.T**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DECISION N°2025/3-13
Du bureau de la Communauté
en séance du 26 juin 2025**

OBJET

PLAN DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LA REALISATION DES TRAVAUX D'EXTENSION DES RESEAUX D'EAUX USEES DU CHEMIN MONT ROSE – COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de Travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, Veolia eau ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis de la Commission

Sur le RAPPORT n° 2025/3-13 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le plan de financement précédent pour les travaux d'extension des réseaux d'eaux usées du chemin Mont Rose commune de Sainte Suzanne.

Montant prévisionnel de l'opération € HT	Participation Office de l'eau		CINOR
	Dépense éligible € HT	Subvention (40% de la dépense éligible) €	Participation
188 097,50 €	157 000,00 €	62 800,00 €	125 297,50 €
100%		40,00%	60,00%

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de l'office de l'Eau de la Réunion, une subvention d'un montant **62 800,00 €** sur la base du montage financier précédent.

ARTICLE 3

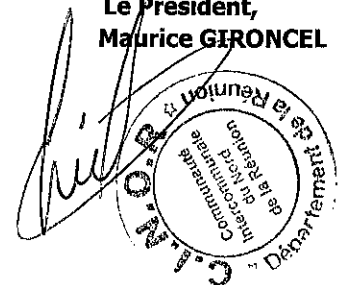
D'approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement, soit **125 297,50 € H.T.**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Nombre de votants : 13
Suffrages exprimés : 13
Vote pour : 13
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUL 2025

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20250626-BC2025-3-13-DE
Date de télétransmission : 09/07/2025
Date de réception préfecture : 09/07/2025